L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"*Il faut une UNION soit conservée.*"

MARDI MATIN, 11 NOVEMBRE 1834.

Pour les ventes à l'encan, voyez la 4e. page.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 11 Novembre 1834.

Veuvages Cours usuel.

800 balles coton, à		14 3-8	cents.
200 do. do.		13 1-2.	
32 do do	Tenn.	14	
27 do. do	Miss.	14 1-2.	
15 do do	La.	15	

Transactions de la Bourse d'hier.

Ventes d'actions.—250 actions de la Banque des Artisans et Commerçans ont été vendues à 5 pour cent de prime.

Ventes de propriétés.—Un lot de terre, situé au faubourg Marigny, encoignure des rues Mandeville et Casacalve, ayant 60 pieds de face sur 95 de profondeur, a été vendu $3,000 au tiers comptant et le reste à 1 et 2 ans.

Un demi lot situé dans le faubourg Montreuil, $200, un autre dans le faubourg Washington, $225.

A peu près 200 lots de terre dans le faubourg Marigny, ont été vendus de 10 à 25 piastres.

Un esclave a été vendu à1050, un autre $900.

La vente des livres de la succession Chs. Lourdan se continuera aujourd'hui, à 10 heures du matin.

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, nous publions aujourd'hui la séance du Conseil de Ville de samedi dernier. En la lisant, on pourra se convaincre que nos Aldermen n'ont pas perdu leur temps. Nous désirons qu'ils emploient toujours d'une manière aussi utile les courts instans qu'ils vont à consacrer aux affaires de la ville; ils prouveront par là au public qu'il n'a pas eu tort de les choisir pour prendre soin de ses intérêts. Nous avons l'espoir qu'on ne tardera pas à s'occuper du projet dont il a été question il y a environ trois semaines, de créer un ingénieur en chef de la ville, qui aura sous ses ordres deux subalternes. Nous saguerons bien de cette innovation, surtout si cette place d'ingénieur est donnée à un homme connu par son intégrité et par ses hautes lumières. Nous regardons ce choix comme bien important, et nous croyons qu'il ne peut tomber que sur un citoyen qui aura donné les preuves les plus évidentes de sa capacité.

CONSEIL-DE-VILLE.

Séance du 8 novembre 1834.

Les membres présents sont : MM. le Recorder, Montégut, Bermudez, Labatut, Pedesclaux, Mercier, Dixon, Hyde et McFarlane.

Le secrétaire donne lecture de la lettre suivante du maire:

MAIRIE DE LA NLLE ORLEANS,
8 novembre 1834.

Messieurs le président et les membres du Conseil-de-Ville.

J'ai fait transmettre au Conseil-de-Ville la boîte au scrutin de l'élection qui a eu lieu le 3 de ce mois, pour la nomination de deux aldermen, pour représenter le premier district de la cité.

Je suis respectueusement votre obéissant servt.
(Signé) D. PRIEUR, maire.

M. Labatut fait motion qu'un comité soit nommé pour vérifier l'élection de MM. McFarlane et Hyde—adopté.—MM. Labatut, Montégut et Mercier sont nommés du dit comité.

Le comité après avoir siégé pendant un quart d'heure, présente un rapport approuvant l'élection de M. Hyde. Ce même rapport porte en substance, "que M. McFarlane n'ayant pas présenté au comité le certificat de taxe voulu par la loi du 14 mars 1820, le comité demande à présenter la résolution suivante: Qu'un délai soit accordé jusqu'à samedi à M. McFarlane pour se procurer un certificat du paiement de ses taxes—adopté.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente.

La lettre suivante du maire est lue:

MAIRIE DE LA NELLE ORLEANS,
1er. novembre 1834.

Messieurs le président et les membres du Conseil-de-Ville.

Messieurs,—La forme des droits sur les radeaux, les bateaux plats, les bateaux-à-vapeur, etc., qui attèrent vis-à-vis le faubourg Annonciation et le faubourg Lacourse, n'a pu avoir lieu conformément à vos résolutions. Il ne s'est présenté personne pour enchérir, et M. Wm. Barclay qui était fermier l'année dernière, est le seul qui ait fait offre de $4000, ce qui est loin du minimum que vous avez fixé dans votre séance secrète du 26 du mois dernier. Il prétend avoir fait de grandes pertes. Peut-être ne trouverez-vous pas convenable d'assujet de l'adjuger à un plus bas prix, et préférerez-vous remettre un percepteur de ces droits provisoirement. J'ai dû charger M. Pierre Auvray, inspecteur et commissaire de la banlieue supérieure, d'en faire la perception jusqu'à ce que vous ayez pris une détermination sur ce sujet. Dans cet état de choses il serait convenable, je crois, de traiter sur la commission à laquelle il aura droit pour ce service.

Je vous prie, messieurs, de vous souvenir que la législature de cet état dans sa dernière session a passé un acte intitulé "*Acte pour expliquer l'étendue des pouvoirs accordés au maire et au Conseil de Ville de la Nouvelle Orléans, et pour d'autres obj ts;*" et que dans mon message du 5 juillet dernier, j'avais appelé l'attention du conseil sur l'importance d'agir conformément à cet acte, afin d'en tirer l'avantage que l'on doit en attendre. Je ne sache pas que le Conseil ait rien déterminé à cet égard, et je pense qu'il conviendrait qu'il s'occupât des réglemens qui seraient nécessaires, afin que la ville pût profiter des dispositions favorables de cet acte.

J'ai l'honneur de vous saluer respectueusement.
Signé D. PRIEUR, maire.

M. Dixon fait motion que la première partie de la lettre du maire soit déposée sur le bureau jusqu'à la fin de la séance—accordée.

Sur la seconde partie de la lettre du maire, M. Mercier dit: Cette question a déjà été référée à un comité spécial qui a été mis à l'ordre du jour, mais qui a été remis de séance en séance. Comme cette question est d'une importance majeure, je fais motion que ce rapport soit maintenant pris en considération—accordé.

Le secrétaire donne lecture du rapport suivant:

Le comité auquel a été référée cette partie du message du maire en date du 5 juillet 1834, relativement aux mesures qu'il conviendrait d'adopter en vertu d'un acte approuvé le 10 mars 1834, et intitulé: "Acte pour expliquer l'étendue des pouvoirs qui sont accordés par la loi au maire et conseil de ville de la Nouvelle-Orléans et pour d'autres objets," rapporte:

Qu'après avoir attentivement examiné ledit acte, il est d'opinion qu'il fournit à la ville le moyen d'augmenter considérablement ses revenus, en imposant une taxe sur les voitures particulières, et en nommant elle même les percepteurs des taxes imposées sur les esclaves et les propriétés foncières.

D'abord, parce qu'il existe un nombre considérable de voitures particulières qui roulent dans les rues de la ville et des faubourgs incorporés sans payer aucun droit à la ville, quoiqu'elles contribuent à abîmer et détruire les rues, dont l'entretien coûte des sommes immenses à la corporation.

Ensuite: parce que les ci-devant percepteurs des taxes de l'état ont quelquefois commis des omissions au préjudice de la ville, en évaluant des propriétés, souvent à un tiers de leur valeur réelle, ce qui les contribue pas peu à diminuer le produit de cette branche des revenus de la corporation. En conséquence votre comité a l'honneur de vous soumettre les résolutions suivantes:

1°. Résolu qu'à dater du 1er. janvier prochain, les propriétaires de charrettes, tomberaux et autres voitures généralement quelconques tels qu'ils sont mentionnés dans l'acte précité du 10 mars 1834, qui ne sont pas de louage, mais qui traversent les rues de la ville et des faubourgs incorporés devront payer, au profit de la corporation, une taxe annuelle de seize piastres, payable par trimestre et d'avance entre les mains du collecteur de la taxe imposée sur les charrettes, &c.

2°. Sont exceptés des dispositions de la susdite résolution les *diables*, qui, au lieu de dix huit paieront la somme de vingt quatre piastres par an.

Il est entendu que les propriétaires des susdites voitures particulières devront prêter entre les mains du maire, avant d'obtenir la permission de faire rouler lesdites voitures, le serment voulu par l'ordonnance concernant les charrettes particulières, et approuvée le ——.

Il est de plus résolu, que toutes celles desdites voitures qui ne sont pas de louage et qui servent à porter du fourrage, des légumes et autres provisions au marché de cette ville, ou pour sa consommation, ainsi que les voitures qui ne font que passer dans la ville de la Nouvelle-Orléans, seront exemptées de payer aucun desdits droits, de même que les charrettes des habitans portant du bois de chauffage provenant de leurs habitations.

Il est de plus résolu qu'il sera nommé par le maire avec l'approbation du conseil de ville, deux officiers qui seront uniquement chargés de la surveillance des drays, charrettes, &c., doit particulières, soit de louage, et de poursuivre pardevant tout tribunal compétent, toutes infractions aux ordonnances de police, ou autres par les conducteurs desdites voitures.

Il est de plus résolu, qu'à cet effet, la ville et les faubourgs incorporés seront divisés en deux districts, savoir: le 1er. district partira depuis le centre de la rue du Canal en remontant, et le 2e. partira depuis le centre de la rue du Canal en descendant; duquel les susdits surveillans des charrettes seront chargés: l'un de la partie supérieure et l'autre de la partie inférieure ses désignées.

Il est de plus résolu, que pour plaine et entière compensation de leurs services les susdits officiers recevront vingt cinq pour cent sur le montant des amendes qui auront été payées en vertu de leurs poursuites.

Il est de plus résolu que toutes ordonnances ou résolutions contraires aux dispositions des susdites résolutions soient et demeurent rappelées.

Résolu qu'il sera donné connaissance, par le maire, et ce à l'époque où l'on ordonne d'après la loi les augmentations des taxes d'état, aux propriétaires des taxes de la ville, à moins que dans cet intervalle le conseil de la ville n'ait imposé d'autres taxes particulières, et ce pour les faubourgs incorporés dans la partie supérieure du canal de Carrollton, et dans le faubourg Lacourse dans la partie inférieure du canal de la ville, lesquels propriétaires auront droit de faire appel de toutes les propriétés foncières qui seront sur les rôles de toutes les propriétés foncières qui seront sur les rôles de toutes les propriétés foncières qui seront sur les rôles